

Regards croisés sur la crise africaine

Boubacar Barry*

Abstract: *In order for Africa to solve the crisis it is facing, it is important that African researchers know Africa better by analysing the various steps of its history both sequentially and in the long run and taking into account the various aspects of the major groupings such as the Senegambia, Benin Gulf and Niger loop. Such research activities are all the more urgent owing to the fact that since the nineteenth century, neither colonial rule nor the structural adjustment programs now being implemented have paved the way to development.*

Introduction¹

L'Afrique va-t-elle mourir? Telle est la lancinante question que pose Kā Mana (1993) qui situe désormais la crise africaine dans sa dimension pathologique.

L'Afrique est désormais malade, après avoir été marginalisée. Cette «maladie» remonte pour les plus optimistes au XIX^e siècle, au moment de la conquête coloniale, après trois siècles de traite négrière, et pour les plus pessimistes à la malédiction de Cham.² Mais, l'Afrique malade n'a jamais autant connu de médecins à son chevet! C'est dire que la crise africaine est aussi celle des diagnostics proposés par les nombreux «médecins» qui sont à son chevet depuis au moins un siècle.

La littérature sur la crise africaine est si abondante qu'on a de la peine à se retrouver entre les afro-pessimistes pour qui la disparition du continent n'aurait aucune conséquence sur le devenir de l'humanité et ceux qui gardent encore de l'espoir pour l'Afrique. C'est pourquoi, on se pose la question de savoir si les multiples diagnostics correspondent toujours à l'ampleur de la maladie et surtout si les remèdes proposés sont aptes à résorber la crise!

Dans un tel contexte, il est nécessaire tout d'abord d'avoir une vision claire de la dimension de la crise au plan économique, politique et social. Car il est de plus en plus évident que l'analyse de l'échec des politiques

Africa Development Vol. XIX, No. 3, 1994, pp117-134

1 Je remercie Momar Coumba Diop et Souleymane Bachir Diagne qui ont eu l'amabilité de me faire part de leurs critiques qui n'engagent nullement leurs responsabilités.

2 Le titre, «La malédiction» donné à un numéro spécial des *Cahiers d'Etudes Africaines*.

d'ajustement structurel imposées à l'Afrique, à apporter une solution globale à la «marginalisation», progressive du continent, se pose avec acuité.

Pour un historien de l'Afrique précoloniale, c'est une gageure que de s'engager dans ce débat sur la crise actuelle du continent et notamment sur l'impact des politiques d'ajustement structurel qui ont fini par enfermer l'Afrique dans une double camisole de force, dans une voie sans issue.

C'est pourquoi, pour en sortir, il serait peut-être nécessaire de replacer la crise africaine, circonscrite aux trente dernières années des indépendances, dans son véritable contexte sur la longue durée.

A cet égard, il est intéressant de comparer les solutions proposées respectivement depuis le XIX^e siècle par l'Occident face aux initiatives internes des africains et de mesurer ainsi les marges de manoeuvre de l'Afrique pour sortir de la crise actuelle.

Cette comparaison permettra de restituer toute son importance à la brave période coloniale qu'on a tendance à occulter et qui explique le saut dans le vide pour un nouveau voyage avec l'Occident, si l'on se réfère, à titre d'exemple, au livre de Serge Michailof (1993).

A un siècle d'intervalle, les solutions proposées par l'Occident sont si identiques qu'il importe à l'Afrique de reprendre l'initiative pour ne pas rater à nouveau le rendez-vous du XXI^e siècle, le siècle par excellence de l'interdépendance. L'enjeu est de taille, car paradoxalement, l'Afrique avait, au cours du XIX^e siècle, plus d'autonomie qu'à la fin du XX^e siècle.

Les reponses à la crise africaine au XIX^e siècle: la conquête coloniale

Achille Mbembe a eu le mérite de mettre en évidence la crise de légitimité des Etats africains accentuée par les politiques d'ajustement structurel. Il a mis l'accent sur l'analyse sur la longue durée et restitue, de ce fait, le phénomène dans la logique de la fin du compromis postcolonial en rappelant, à juste titre, le «spectre du XIX^e siècle». Pour Achille Mbembe, devant l'ampleur de la crise, deux options s'offrent à l'Afrique: la sortie par le XXI^e siècle ou le retour au XIX^e siècle (1992). Ce choix a le mérite de nous replacer dans la longue durée mais aussi de relativiser notre vision des expériences africaines par rapport à leurs diversités dans le temps et dans l'espace.

En effet, la tendance est trop forte de considérer l'Afrique comme un tout monolithique. C'est en partie à cause de cette vision que face aux multiples tentatives d'ajustement de l'Afrique à la suite de la suppression de la traite négrière, l'Europe avait choisi une solution unique, la conquête territoriale. Cette option a privé et continue à priver l'Afrique de son autonomie. C'est pourquoi le retour au XIX^e est nécessaire pour comprendre les enjeux des politiques d'ajustement structurel en cette fin du XX^e siècle.

L'examen de cet effort d'ajustement structurel qu'avait représenté le passage de l'économie négrière (vente des esclaves et de l'ivoire) à la traite des produits de rente (arachide, huile de palme, gomme) dans le cadre de l'Afrique de l'Ouest, peut servir d'exemple. A cet égard on peut constater que l'expérience de l'Afrique de l'Ouest a été différente de celle de l'Afrique centrale à laquelle se réfère Achille Mbembe. Mieux, les expériences vont connaître de nombreuses variantes qu'il s'agisse des Etats de la Sénégambie, de ceux du Golfe du Bénin ou des Etats soudanais de la Boucle du Niger.

En prenant l'exemple de la Sénégambie, on constate qu'après trois siècles de traite négrière sans discontinuité, cette région a connu dans la première moitié du XIX^e siècle de grands bouleversements du fait du triomphe progressif du commerce légitime des produits sur les esclaves. Cette période a été dominée par les rivalités entre les puissances européennes, notamment la France, l'Angleterre et le Portugal pour la conquête de cette région d'une part et d'autre part par les tentatives de restructuration interne des Etats de la Sénégambie pour s'adapter à la suppression de la traite négrière.

Ainsi, dans la Sénégambie méridionale, la puissance continentale du Fuuta Jallon inaugure une politique d'expansion territoriale vers la côte pour contrôler le nouveau commerce des produits comme l'arachide, le café et l'huile de palme.

Dans la Sénégambie septentrionale, la multitude de petits Etats fait face à un vaste mouvement maraboutique à la tête de la révolte paysanne pour se débarrasser des pouvoirs *ceddo* des seigneurs de la guerre. Chaykh Umar, par son action politique et religieuse, bouleverse tous les Etats de la Sénégambie avant d'entreprendre à partir de 1857 la conquête du Sudan occidental. Il a de ce fait regroupé la moitié du vaste empire du Mali qui englobait la presque totalité de l'Afrique de l'Ouest avant le XV^e siècle. Ses disciples Maba Jaaxu, Cerno Brahim et Amadu Seexu vont continuer cette oeuvre d'unification malgré la présence de la France qui a entrepris dès 1854 la conquête systématique de cette région à partir de ses positions sur la côte en compétition avec l'Angleterre et le Portugal (Barry 1988; Barry et Harding 1992).

De même, parallèlement au mouvement maraboutique de Chaykh Umar, on assiste, en marge de la Sénégambie, à l'avènement de la deuxième révolution juula menée par le colporteur Samori Touré qui entreprend, au nom de l'Islam, la conquête méthodique des pistes caravanières vers la côte à travers la forêt et construit un vaste empire sur la rive gauche du Niger. Malgré les contradictions internes, l'état de guerre, les révolutions, les tentatives avortées de restauration des pouvoirs en place, les rébellions des paysans et le renforcement de l'esclavage interne, l'ensemble de la Sénégambie était en voie de restructuration profonde.

Cette restructuration aurait abouti à la création de deux vastes ensembles politiques supranationaux qui auraient pu trouver un équilibre interne pour s'adapter à la nouvelle confrontation et/ou coopération avec l'Europe industrielle. Les puissances européennes ont alors choisi la confrontation armée, la conquête territoriale pour créer des empires coloniaux au profit de l'économie de traite.³

On connaît la suite, le partage de l'Afrique et le fait colonial qui a duré jusqu'aux années 1960, malgré toutes les résistances. La conquête coloniale s'est faite sans discernement, ignorant toutes les initiatives internes d'adaptation des sociétés africaines à la fin de la traite négrière. Ce ne sont pas les arguments humanitaires qui ont fait défaut au sein des multiples sociétés philanthropiques d'Amis des Noirs pour pousser à la conquête de l'Afrique au nom de la civilisation. On peut se passer de faire le bilan de tous les bienfaits et des malheurs de la colonisation qui a élargi les solidarités, mais aussi les systèmes de dépendance dans un monde désormais sans frontières.

En dépit de l'importance de cette période coloniale dont l'évocation permet de mieux situer le contexte global des politiques d'ajustement structurel, nous allons aborder directement le sujet qui nous préoccupe en demandant de ne pas perdre de vue cette période récente et cruciale au cours de laquelle l'Afrique a connu les plus grands bouleversements de son histoire.⁴

3 Les tentatives de restructuration en Sénégambie sont certainement différentes de celles de l'Afrique centrale où Achille Mbembe identifie l'action de ces chefs de bande esclavagistes et de marchands aventuriers comme Rabeih, Tippu Tipp, Msiri et Mirambo qui tentèrent de réorienter à leur profit la traite négrière vers l'Océan Indien. Par contre, en Afrique de l'Ouest déjà au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle de nombreuses révolutions musulmanes avaient favorisé la formation de théocraties musulmanes assurant à leurs sujets une certaine protection contre les risques de vente aux Négriers et créant des espaces de sécurité relative, même aux dépens des esclaves domestiques. C'est cette restructuration interne qui est aussi à l'origine de la création des puissants royaumes de l'Ashanti et du Dahomey qui sont devenus des pourvoyeurs d'esclaves vers la côte mais qui ont fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation au XIX^e siècle par rapport au nouveau commerce des produits. La conquête coloniale a anéanti toutes ces expériences en créant de nouveaux déséquilibres.

4 Les études systématiques font défaut pour faire le bilan de toutes les transformations économiques, politiques et sociales de l'Afrique pendant cette période cruciale de la colonisation. Pour l'Afrique de l'Ouest, voir le récent ouvrage collectif dirigé par Catherine Coquery-Vidrovitch. *L'Afrique occidentale au temps des Français. Colonisateurs et colonisés, 1860-1960* Malgré la qualité des études, ce livre pêche sur un point, celui de la division artificielle entre une Afrique de l'Ouest francophone dissociée avec le destin de l'Afrique de l'Ouest anglophone ou lusophone. La crise du Liberia indique à tel point, toute analyse sectorielle est inefficace pour rendre compte du destin des peuples de l'Afrique de l'Ouest et de l'enjeu actuel de sa réintégration physique, économique, politique et culturelle.

**Les réponses à la crise coloniale et postcoloniale au XX^e siècle:
L'ajustement structurel**

Il n'est pas nécessaire de revenir non plus sur le détail des logiques des politiques d'ajustement structurel (PAS) qui ont fait l'objet d'études savantes pour nous permettre de donner une opinion de profane sur ce remède unique qu'on veut administrer à toute l'Afrique dans l'agonie.

Les PAS constituent, selon l'expression d'Achille Mbembe, la fin du compromis post-colonial. Mieux, elles consacrent l'échec du projet colonial dans son ensemble, faute d'une rupture dans les années 1960 aussi bien au niveau des Etats africains que des partenaires du Nord avec la structure de l'économie de traite. La crise des années 1980 est le résultat de ce double échec. Les PAS imposées de façon uniforme par les bailleurs de fonds constituent le handicap majeur au développement à long terme du continent africain dans son ensemble. A cet égard, les PAS reproduisent pour la fin du XX^e siècle, la même réponse que celle que l'Occident a proposée à la fin du XIX^e à l'Afrique en crise, par la conquête militaire. L'Afrique a-t-elle plus de choix au XX^e siècle qu'au XIX^e siècle. Telle est la brûlante question dont la réponse conditionne tout projet de développement à long terme de l'Afrique.

De nombreuses études ont été faites sur l'impact des PAS en Afrique sur le plan économique, politique et social. Leur échec reflète avant tout les difficultés des pays africains tout comme des bailleurs de fonds à améliorer les conditions de la production en Afrique et à transformer les modalités des échanges entre le Nord et le sud.

Les PAS n'ont pas été capables d'éliminer les faiblesses et les distorsions structurelles qui sont, dans une large mesure, responsables des déséquilibres macroéconomiques chroniques. Alors que le sous-développement global de l'Afrique et l'insuffisance du flux des ressources externes sont partiellement responsables de cet échec, plusieurs des normes actuelles d'ajustement (telle que la réduction des dépenses publiques, les restrictions du crédit, le développement des exportations de base et la libéralisation des importations) entrent directement en conflit avec la nécessité d'atteindre les objectifs à long terme de développement (Cornia, Mkandawire, Hoeven 1992).

Cela est évident aussi bien pour l'objectif initial des PAS de stabiliser l'économie par des mesures de gestion à court terme de la demande pour supprimer les causes fondamentales des déséquilibres dans la balance des paiements que de toutes les formes d'ajustement initiées par la suite pour donner un visage humain à ce remède des bailleurs de fonds face à la crise africaine.

En effet, la logique de la conquête coloniale avait plus de cohérence interne que les PAS qui reposent sur une double ambiguïté, celle de la prétendue responsabilité des Etats africains et celle de l'unité d'action des

institutions internationales minées par les rivalités des intérêts nationaux des puissances occidentales. Dans la pratique, les régimes au pouvoir en Afrique ont été peu à peu dépossédés d'une grande partie des attributs normaux de la souveraineté au profit des experts internationaux. La crise africaine se manifeste par une absence totale de leadership politique et intellectuel face au pouvoir de l'expertise internationale et de celle des bailleurs de fonds dans tous les domaines.

Autant l'Afrique n'avait pas les moyens, du temps de la guerre froide, d'une option purement capitaliste ou purement socialiste, autant l'Afrique n'a pas encore aujourd'hui la possibilité d'une option purement libérale dans les conditions actuelles de son sous-développement.

Cette double impasse explique l'ambiguïté des solutions des bailleurs de fonds et les tatonnements des solutions purement africaines ballottées entre la rupture et l'appel à l'aide internationale. Malgré sa marginalisation l'Afrique ne manque pas d'intérêt. Il suffit de passer en revue les nombreux ouvrages ou études publiés ces dernières années sur l'Afrique avec des titres aussi révélateurs les uns que les autres sur l'acuité de la crise et la nécessité d'aider le continent à s'en sortir.

Les réponses externes

L'évocation de quelques titres en français révèle non seulement l'intérêt que l'Afrique continue à susciter mais aussi cette vision uniforme qu'on se fait du continent à l'extérieur

L'Afrique, du moins l'Afrique au Sud du Sahara, est vue comme un tout. On exclut artificiellement du champ de la réflexion l'Afrique blanche comme si pendant des siècles le Sahara, traversé dans tous les sens par les caravanes, n'avait pas servi de lien entre les deux mondes et, au-delà, entre l'Afrique noire et l'Europe.⁵

Les risques de généralisation et de schématisation sont énormes. Mieux, ces ouvrages reflètent souvent le point de vue de l'expertise internationale qui participe directement à la prise de décision des bailleurs de fonds.

A titre d'exemple, le rapport de la commission Sud met l'accent sur le développement Sud-Sud. L'étude sur les stratégies pour un nouveau développement de l'Afrique préconise la privatisation et fait appel à la générosité de l'Amérique pour participer à l'aide au développement du continent. L'Afrique vers la reprise économique reprend les idées généreuses de l'UNICEF pour un ajustement structurel à visage humain et au-delà pour un développement à long terme de l'Afrique. A cela il faut ajouter les

5 Pourtant la gravité des multiples rébellions Tuareg qui destabilisait les Etats sahariens devrait inciter à repenser le rôle de barrière qui est dévolu désormais au Sahara entre l'Afrique blanche et l'Afrique noire.

nombreuses études de la Banque mondiale et du FMI maîtres d'oeuvre des multiples politiques d'ajustement structurel qui reflètent avant tout le pouvoir de décision de ces instances ainsi que le poids des hésitations des experts internationaux sur le destin des peuples qu'ils gouvernent à distance avec leurs préjugés mais aussi leurs intérêts et leurs divergences (Commission Sud 1990; Berg et Whitaker 1990).⁶

L'ouvrage de Michailof (1993) peut servir de référence pour une réflexion sur le développement à long terme de l'Afrique dans le cadre des relations Nord-Sud à l'aune des politiques d'ajustement structurel. La France, vieille puissance coloniale, face au destin de l'Afrique ne pouvait pas mieux servir de référence à cette lancinante question examinée dans cet ouvrage réalisé par une équipe compétente, très avertie à la fois des problèmes africains et de ceux de la France.

On ne peut mettre en doute la sincérité des sentiments pour l'Afrique des auteurs de ce livre qui ont le mérite de dénoncer sans complaisance les «erreurs» du passé. Mais, il est indiqué de situer ce débat au niveau des solutions proposées pour sortir l'Afrique de la crise actuelle en prenant encore une fois la Sénégalambie et l'Afrique de l'Ouest comme cadre de réflexion. On doit être conscient, comme eux, de l'ambiguïté des relations franco-africaines et des divergences sur les solutions de rupture qui sont nécessaires de part et d'autre. Mais au-delà de la France, la rupture est nécessaire au moins dans certains domaines pour favoriser l'intégration régionale, la démocratisation et l'inculturation des progrès intellectuels et techniques et mettre fin au sous-développement de l'Afrique.

Concernant l'intégration régionale, les auteurs de ce livre, tout en situant le débat entre un éventuel retour de l'Empire et le recours à un nouveau fétiche, ne dégagent pas une perspective à long terme. L'intégration de l'Afrique de l'Ouest n'est certainement pas compatible avec un retour à l'empire par le biais d'une communauté économique fondée sur la zone franc. Cette vision reflète avant tout les contradictions internes en France entre le vieux capital colonial mercantile qui s'accroche en vain aux anciennes colonies et le nouveau capital industriel et financier de pointe qui a conquis le Nigéria. L'option en faveur de la rupture implique pour la France de renoncer à ces privilèges désuets pour favoriser la réintégration de l'Afrique de l'Ouest qui passe par le rapprochement entre le géant nigérian et le reste de l'Afrique de l'Ouest francophone. L'émiettement politique condamne d'avance ces petits Etats à la stagnation dans une aventure solitaire pour le développement. L'Afrique offre encore d'énormes

6 L'inflation des livres sur la crise africaine est si grande qu'on se pose la question de l'opportunité de nouvelles études pour résoudre les problèmes qui sont connus pour l'essentiel. l'action et la volonté politique font cruellement défaut.

possibilités de profits et de coopération bénéfique pour un véritable partenariat dans la lutte contre le sous développement structurel du continent.

Cette réintégration de l'Afrique de l'Ouest permettrait l'émergence de trois grands pôles de développement sous forme de fédérations ou de confédérations:

- A l'Ouest, la Grande Ségambie avec les Etats actuels du Sénégal, du Mali, de la Mauritanie, de la Gambie, de la Guinée Bissau, de la Guinée Conakry, du Cap-Vert et peut-être de la Sierra-Léone et du Libéria.
- Au Centre, le Golfe de Guinée avec la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Benin et le Burkina-Faso.
- A l'Est, le Delta du Niger avec le Nigéria et le Niger.

Toute politique d'intégration, qui ne tient pas compte de ce réintégration progressive de l'espace sous régional, serait vouée à l'échec car les Etats nationaux sont incapables d'assurer un développement autonome en dehors de leurs relations privilégiées avec le Nord dans l'état actuel des frontières héritées de la colonisation. La France coloniale et la France post-industrielle doivent réconcilier le CFA et le Naira pour permettre à l'Afrique de l'Ouest de renouer avec les tentatives internes de restructuration de la fin du XIX^e siècle.⁷ Cette solution est contraire à la seconde alternative que propose le livre de Michailof qui s'interroge sur l'efficacité de ce «nouveau fétiche», l'intégration régionale.

En ce qui concerne la démocratisation ou la transition démocratique qui fait l'objet de tant de débats et de préoccupations, l'ouvrage de Michailof n'aborde pas explicitement ce thème pourtant brûlant d'actualité. Les crises politiques actuelles des Etats africains ne sont pas du tout abordées dans ce livre pour permettre de dégager une perspective à long terme. Pourtant entre le succès partiel des transitions démocratiques au Bénin, au Niger et au Mali qui ont connu l'organisation de conférences nationales, les dangers de la guerre civile au Libéria, l'impasse politique au Togo, les essais timides de transition en Côte d'Ivoire et en Guinée, les limites d'une alternance au Sénégal, le modèle adulé du multipartisme en Afrique constituent autant d'axes de réflexion pour un véritable débat sur la relation entre démocratie et développement économique en Afrique. Ce silence réduit considérablement la portée de la conclusion de Michailof selon laquelle les mouvements

7 Pour mesure l'impasse d'un débat sur la zone franc - voir l'article de Jones Dowe. Du rifici à CFA city, pp.460-468. Les fausses alertes d'une dévaluation prochaine du CFA tous les trois mois et les démentis successifs des Gouvernements africains et de la France constituent à elles seules des signes évidents de destabilisation de cette zone rivée au sort de la France.

démocratiques n'apportent pas nécessairement de réponse satisfaisante au plan économique. Ce qui pose aussi les limites du discours de la Baule qui selon Edwige Avice, à peine prononcé, a donné lieu à une lecture africaine, qui a parfois oublié l'esprit et la lettre et retenu sa propre exégèse, à savoir «la prime à la démocratie». Cela pose, à un niveau plus général, le problème de la conditionnalité de l'aide et du droit d'ingérence de la France dans le processus de la transition démocratique en cours en Afrique.

Enfin, en ce qui concerne le troisième point l'inculturation — l'ouvrage de Michailof pose la question de savoir si l'éducation pour tous est possible dans le contexte d'une école en ruine, et surtout d'une économie en ruine. Au delà de la critique du modèle éducatif, initié en Afrique sur le modèle du système d'éducation français, les auteurs ne proposent pas la rupture qui est nécessaire par l'usage des langues nationales dans la formation mais aussi dans la vie administrative et les projets économiques pour une inculturation des progrès techniques et intellectuels par l'ensemble de la société. Le problème majeur aujourd'hui est de créer sur place en Afrique les conditions d'une éducation de qualité pour permettre à l'Afrique de marcher sans béquilles et de se passer d'une assistance technique coûteuse et souvent inefficace.

Au total ce livre est trop riche de contradictions et de bonnes intentions pour une évaluation objective dans le cadre de cet article. On peut retenir à l'actif des auteurs ce courage qu'ils ont eu de remettre en cause des situations de rente séculaire. Mais les limites des solutions qu'ils proposent sont-elles liées aux intérêts inavoués de toute coopération entre le Nord et le Sud ou tout simplement à la faiblesse de l'initiative africaine pour imposer une rupture dans ces relations? Cet ouvrage montre clairement que la France, puissance secondaire, a pris trop de responsabilités en Afrique et dans le tiers monde qu'elle ne peut plus assumer toute seule.⁸ Est-ce que la coopération internationale est en mesure de canaliser les égoïsmes nationaux pour hâter l'avènement d'un nouvel ordre mondial dans les relations Nord-Sud? La réponse dépendra de la capacité du tiers monde et de l'Afrique en particulier de proposer et d'imposer des alternatives durables aux politiques d'ajustement structurels qui constituent pour l'instant le seul remède que nous propose le Nord.

Les réponses internes

Les réponses africaines à la crise sont pour l'instant aussi nombreuses et inefficaces que celles de l'Occident qui détient l'initiative même sur le plan intellectuel. Il est évident que le véritable problème n'est pas pour les

8 C'est ce qui explique en partie le caractère inconfortable de la position de la France qui se trouve impliquée dans tout ce qui se fait de meilleur et de pire en Afrique.

Africains de répondre à l'appel du pied de Edwige Avice pour une réponse africaine sous forme d'un deuxième ouvrage à ce livre collectif réalisé par l'expertise française sur l'Afrique. Il faut que les intellectuels africains apprennent à penser l'avenir du continent en toute autonomie dans le choix des priorités de recherches et des solutions à proposer.

Les initiatives africaines pour une alternative au développement sont aussi nombreuses. Mais, la même tendance à la généralisation à l'échelle du continent, se retrouve aussi dans ces études. Les nombreux titres, portant sur l'Afrique prise en bloc, indiquent cette tendance à l'uniformisation du fait d'un siècle de colonisation qui a créé les conditions d'un sous-développement généralisé à l'échelle du continent. On retrouve les mêmes angoisses sur l'avenir de l'Afrique avec les afro-pessimistes tout comme ceux qui gardent encore l'espoir.

Le livre d'Axelle Rabou *Et si l'Afrique refusait le développement?* inaugure cette nouvelle tendance à critiquer de façon interne notre vision du monde et à déceler les propres insuffisances des sociétés africaines face au défi de la modernisation. On ne peut mettre en doute le désarroi d'Axelle Rabou devant les multiples échecs de l'Afrique à se développer. Mais il est difficile de croire au refus de l'Afrique de se développer où de prétendre au progrès. L'Afrique, même malade d'elle-même, selon le titre du livre de Tidiane Diakité, mérite peut-être une dose d'ajustement culturel comme le souligne Manguelle (1992) dans son livre. L'essentiel est de constater la tendance à une critique interne très sévère des attitudes et comportements des Africains. Néanmoins la généralisation à l'ensemble du continent réduit considérablement le caractère thérapeutique de cette autocritique qui s'attaque à la corruption, à l'autoritarisme, à l'aliénation culturelle etc., sans proposer des alternatives de changement ni se donner les moyens d'opérer dans la pratique ces changements.

Il en est de même pour les rares optimistes qui veulent redonner de l'espoir à l'Afrique; la vision continentale réduit la dimension de l'analyse et la portée des solutions souvent utopiques car ils ne mettent pas toujours en évidence les contradictions des forces sociales susceptibles de transformer ces espoirs en réalité. Tel est le cas du brillant plaidoyer pour l'Unité africaine de Edem Kodjo (1985). «Et Demain l'Afrique» ou de celui d'Abdoulaye Wade «Un Destin pour l'Afrique». Les défis auxquels l'Afrique doit faire face sont bien analysés mais les stratégies et les moyens pour y parvenir font cruellement défaut, en particulier au niveau de la volonté politique d'assumer les contraintes de l'unité, de la démocratisation et celles de la rupture.

Sur le plan des stratégies économiques, après l'école de la dépendance, les propositions pour un développement endogène en Afrique foisonnent. L'ouvrage collectif *La Nette des autres* publié sous la direction de Joseph Ki-Zerbo met l'accent sur l'interaction entre la culture du développement et

la culture démocratique pour combattre le sous-développement du continent. Les Africains doivent favoriser l'intégration et surtout la recherche et la formation endogène. Il insiste à juste titre sur la responsabilité des Africains à l'égard de l'Afrique elle-même. Il préconise non seulement un ajustement structurel interne mais aussi un ajustement du Nord par rapport au Sud. Le projet africain doit affirmer la priorité et la primauté de l'endogène vivant pour réaliser trois conditions majeures au développement endogène: L'intégration de l'espace africain, la recherche participation-action, la démocratie. L'impératif absolu de la formation des gens, de leur mise en état de recherche et d'invention passe nécessairement par l'alphabétisation dans les langues africaines. En plus de l'enjeu économique, il y a l'enjeu culturel (Ki-Zerbo 1992). Cet ouvrage collectif si riche en communications de toutes les disciplines rejoint le thème de l'ajustement culturel prôné par Manguelle.

Par contre, l'économiste Mamadou Koulibaly (1992) nous propose Le libéralisme — nouveau départ pour l'Afrique — par rapport à ces notions de développement autocentré ou endogène. Pour atteindre son objectif, il fait appel à toutes les sciences sociales pour détruire les superstitions qui ont étouffé l'économie africaine depuis quarante ans; croyance béate aux vertus d'un système monétaire centralisé, d'une zone franc intégrée, mais aussi confiance aveugle dans les mérites des hommes de l'Etat, du parti unique et de l'aide publique et enfin et non le moindre écrasement de l'individualité et de la propriété privée.

Par sa vigueur critique, Koulibaly dérange non seulement l'ordre établi mais aussi les idées reçues. Il est partisan du libéralisme dans tous les domaines de la vie économique, politique et sociale. Il prône par conséquent la propriété privée et l'exercice de la concurrence politique en Afrique pour mettre fin au monopole de l'Etat sur toutes les activités économiques et toutes les richesses essentielles du pays. L'élite politique africaine a étouffé l'éclosion d'une élite économique et la série d'échecs connue depuis les indépendances n'est que l'expression d'un échec politique.

L'Etat africain est un mauvais gestionnaire et les Africains doivent assumer leurs responsabilités au lieu d'évoquer des événements extérieurs (domination, dépendance, fluctuation des cours des produits de base sur les marchés mondiaux, crise de l'énergie etc.) commodes pour se décharger de leurs propres responsabilités.

Ce sont les libertés politiques qui fondent la prospérité économique. Désormais, si nous admettons que le sous-développement est d'abord un problème de mentalités, nous devons nécessairement admettre que la précision des droits de propriété est tout autant une méthode pour produire des mentalités d'un certain type. Tant que le poids de l'Etat demeure élevé dans l'activité économique, il est difficile de substituer le critère de l'utilité économique à tout autre critère

Pour Koulibaly, le développement industriel et donc l'accumulation du capital ne peut survenir qu'après un développement de l'agriculture grâce à la réforme des structures des droits de propriété sur la terre. L'Afrique est victime de sa gérontocratie. La crise actuelle des économies africaines est une crise de ces valeurs. L'Afrique noire est de nouveau mal partie, parce qu'elle est entrain de denier à sa population le seul droit qui soit capable de la responsabiliser. Il ne s'agit pas du droit de vote, mais plutôt du droit de propriété.

Koulibaly ne dit pas comment les populations africaines pourront s'appropriier cet Etat omniprésent, pour le transformer et se donner ainsi le droit à la liberté et à l'accès à la propriété. Il constate néanmoins que les Africains sont aujourd'hui plus que jamais conscients du viol de leurs droits. Il fait partie de cette génération qui est descendue dans la rue pour réclamer ses droits en tant qu'homme et non en tant que citoyen (Koulibaly 1992:153, 197-198, 207-208).

Au delà de l'appropriation de la réflexion intellectuelle

Il est évident que tous ces ouvrages écrits ces dernières années par les intellectuels africains dérangent les ordres établis et reflètent avant tout la vigueur critique de la réflexion africaine sur l'avenir du continent.

Ce bouillonnement intellectuel à l'échelle du continent est relayée par une vigoureuse réflexion tant au niveau sous-régional que national pour proposer aux Africains des solutions de sortie de crise. La récente conférence internationale sur l'intégration de l'Afrique de l'Ouest organisée à Dakar par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a mis en évidence l'importance d'une dynamique interne de réflexion interdisciplinaire sur ce processus crucial de régionalisation nécessaire à la survie du continent.⁹

De même les récentes publications sur le Sénégal dans tous les domaines par l'école de Dakar illustrent bien la qualité de cette production intellectuelle et la profondeur des analyses faites par une élite sénégalaise qui vit au quotidien la profondeur de la crise malgré quelques privilèges désuets.¹⁰

9 Sur ce thème aussi crucial notre expérience en tant que coordonnateur scientifique de cette importante conférence, nous a montré que l'Afrique manque de leadership intellectuel et politique pour mener de façon concomitante et soutenu une réflexion et une action susceptibles de déboucher sur une prospective à long terme de son développement.

10 Voir à ce propos le compte rendu que nous avons fait sur le livre publié sous la direction de Momar Coumba Diop. *Le Sénégal: Trajectoires d'un Etat*, CODESRIA, 1992, dans le journal *Le Témoin*.

Mais, cette production intellectuelle endogène pose le problème de la capacité de recherches des Africains dans un contexte économique de crise et dans le cadre d'une dépendance accrue vis-à-vis de la réflexion des marabouts du Nord qui ont délocalisé le savoir sur l'Afrique (Mkandawire 1993:135).¹¹

En effet, c'est ce privilège même de la fonction intellectuelle de penser l'avenir de son pays qui est souvent dénié par nos propres gouvernements et aussi par les marabouts du Nord. Les premiers ne nous écoutent pas tandis que les derniers veulent contrôler à distance nos pensées et faire de grandes synthèses à notre place sur l'Afrique à partir des matières premières que nous leur fournissons. Autant il est important pour les Africains de combattre pour leurs droits à la liberté, autant il est indispensable, pour eux d'accéder à la propriété intellectuelle. Cette appropriation constituera avec celle de la terre les deux poumons de notre développement endogène.

A cet égard, il est essentiel pour les élites africaines de «conquérir leur place au soleil» pour donner des réponses à l'ensemble des questions que les populations se posent au quotidien face à la crise dans tous les domaines. Ils ne parviendront à cet objectif que le jour où leur savoir ou leur savoir-faire sera consommé en langues nationales par cette grande majorité de la population qui écoute les chansons de Yousou Ndour en Wolof ou de Baaba Maal en Peul.

A ce propos, on constate un certain déphasage entre les analyses faites dans les études et l'évolution récente des événements qui marquent une accélération de l'histoire dans les années 1990. Les sociétés africaines ont trouvé très vite de nombreuses solutions aux politiques d'ajustement structurel imposées par les bailleurs de fonds et surtout par rapport à l'atrophie de l'Etat consécutive au tarissement de ses moyens financiers.

Cette crise de l'Etat frappe de plein fouet les élites bureaucratiques des cités urbaines qui sont, par la force des choses, à l'avant-garde de la contestation des pouvoirs en place dans tous les pays.¹² Le récent vote sanction des villes contre la politique du Président Abdou Diouf au Sénégal dont l'économie est sous perfusion dans le cadre des politiques d'ajustements structurels depuis 1980, est significatif de cette situation. Aujourd'hui, la crise urbaine est en fait le prolongement de la crise séculaire

11 Cet article (Mkandawire 1993:135) résume bien les problèmes du renforcement de la capacité de recherche en Afrique dans un contexte de crise économique et politique.

12 Le développement du secteur informel caractérise en fait les sociétés africaines depuis la période coloniale qui a exclu les populations de la gestion du secteur moderne de l'économie dans tous les domaines.

des campagnes qui n'ont jamais été valorisées pour financer la révolution industrielle dont parle Koulibaly.

Mais, il est en même temps paradoxal de constater qu'aujourd'hui le paysan du Baol, dans le bassin arachidier ruiné du Sénégal, est capable de prendre en charge la cinquième avenue à New York en s'investissant dans toutes sortes d'activités licites ou non. Son goût de l'aventure et sa capacité d'adaptation contrastent étrangement avec l'inertie des jeunes scolarisés chômeurs, bardés de diplômes et qui attendent tout de la manne de l'Etat lorsqu'ils ne contestent pas le pouvoir en place. Le paysan du Baol tire toute son énergie des valeurs du terroir notamment de l'islam mouride tandis que le jeune diplômé des villes est accroché au modèle d'éducation occidentale inadapté aux conditions du sous-développement de nos pays.

Ce n'est pas un hasard non plus que c'est dans la peinture et la musique que l'Afrique exprime le mieux, et sans aucun complexe son génie face aux joies et angoisses de la vie pour porter au monde une lueur d'espoir malgré la misère quotidienne, les risques du Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA), la sécheresse et les guerres civiles.

Par rapport à la production intellectuelle souvent caporalisée ou tout simplement marginalisée, l'expression artistique se détache par sa vigueur, tout simplement parce qu'elle puise ses profondes racines dans la culture africaine, par le biais des langues nationales qui ont servi partout dans le monde de support au progrès scientifique des nations des plus petites aux plus grandes. L'absence de jonction entre la civilisation orale en langues africaines et une civilisation écrite en langues étrangères constitue le handicap majeur à tout développement endogène de l'Afrique contemporaine.

Ce fossé explique en partie la marginalisation de l'élite qu'elle soit politique ou intellectuelle par rapport à la grande majorité de la population. Il n'est pas surprenant alors qu'on en arrive à une société à deux vitesses dans laquelle tout débat entre démocratie et autoritarisme, entre intégrisme et laïcité, entre tradition et modernité, n'a aucun sens et tourne à vide par rapport à la réalité malgré l'injection de tous les capitaux du monde. L'éducation dans les langues nationales et la réintégration de l'espace africain sont un préalable à toute politique de développement qu'elle soit autocentrée, endogène ou libérale dans un monde planétaire.

Pour reprendre la boutade d'Axelle Kabou pour qui l'Afrique sera rationnelle ou ne sera pas, je dirai que l'Afrique se réconciliera avec elle-même ou ne sera pas. Tant que les élites ne seront pas capables de parler et d'agir dans leurs propres langues pour traduire en pensée et en actes les progrès scientifiques de l'humanité, l'Afrique, malgré ses potentialités, sera un nain dans le concert des nations.

La crise est telle que l'Afrique n'a pas d'autre choix que d'opérer sa propre révolution pour éviter une mort clinique au sens physique et spirituel

du terme. Il y a encore de l'espoir pour une Afrique reconciliée avec elle-même, car sa capacité de résistance n'est pas entamée malgré les assauts dont elle a fait l'objet depuis des siècles. Mais elle doit commencer d'abord par compter sur elle-même et cesser de tendre la main. Il faut ensuite accepter de reconnaître notre échec, en fait, l'échec de l'ensemble de l'élite africaine qui n'a pas su trouver des solutions adéquates au sous-développement structurel de notre continent façonné par un siècle de colonisation. Cet échec sur le plan économique, politique et culturel nous engage dans une longue et douloureuse voie de bouleversements dont les conséquences sont incalculables. Nous allons désormais payer très cher les errements du passé, le saut dans le vide vers une modernité imposée du dehors sans ancrage politique, économique et culturel. Tel est le défi auquel l'intelligence africaine doit apporter des réponses immédiates et à long terme pour assurer notre survie en tant que peuples de cette planète-terre.

En effet, à moins d'un sursaut salvateur qui s'attaque globalement au sous-développement structurel du continent, les catastrophes actuelles du Libéria, de la Somalie, du Burundi, du Sudan ou de l'Algérie, etc. ne sont que le prélude au saut fatal dans la barbarie qui menace, comme dans la Bosnie, l'ensemble de l'Afrique. Aucun Etat et aucune société ne sont véritablement à l'abri de ce retour à la barbarie. Mais le sursaut tant attendu n'est possible que le jour où les Africains créeront des institutions adéquates qui légitiment les choix véritables des populations enfermées à double tour dans le cadre étroit de l'Etat-Nation aux frontières artificielles.

Il est vrai que la crise actuelle est si aiguë que l'Afrique est mure, davantage qu'à la fin du XIX^e siècle, pour une recolonisation. Le drame est tel que de nombreux Africains sont prêts, par désespoir de cause, à demander l'intervention étrangère pour régler leurs problèmes du moment.

Cette alternative serait la dernière chance pour l'humanité de donner son véritable sens à la solidarité des hommes de cette planète et effacer ainsi à jamais les séquelles d'une coopération séculaire entre le cavalier et son cheval. Peu importe les Limes qui seront construits demain pour empêcher les nouveaux barbares du Sud et du Nord de déferler vers le centre lumineux des pays industrialisés après la disparition du clivage entre l'Ouest et l'Est du temps de la guerre froide. L'Afrique doit marcher sans béquilles avec le reste du monde quel que soit le prix à payer !!! Il y va de l'avenir de toute l'humanité.

Conclusion

Les politiques d'ajustement structurel constituent désormais une donnée incontournable de la vie quotidienne des Etats africains dans leur rapports avec les institutions internationales ou les bailleurs de fonds. Qu'on soit d'accord ou non avec ces politiques, la recherche doit anticiper sur l'impact à long terme de ces mesures d'ajustement qui touchent de près à tous les

domaines de la vie économique, politique et sociale de l'ensemble des populations du continent et conditionnent, de ce fait, leur avenir.¹³

Il est évident que les aspects politiques et idéologiques des programmes d'ajustement structurel ont été occultés par les dimensions économiques, financières qui intéressent principalement les bailleurs de fonds et par la prétendue neutralité des experts.

Il est important, par conséquent, pour les chercheurs, d'explorer la dimension géopolitique des PAS par une périodisation de l'histoire économique et sociale qui permettra d'appréhender correctement les ruptures et les continuités de la crise africaine. Cela permettra surtout de porter davantage les efforts sur les alternatives à proposer face à l'uniformité et au poids des PAS pour résoudre la crise africaine dans sa triple dimension économique, politique et culturelle. Cela pose, avec acuité, le problème de l'autonomie scientifique de la recherche africaine que le CODESRIA, entre autres institutions, tente, depuis vingt ans, de défendre avec succès. Mais, dans ce combat, le CODESRIA a privilégié les études multinationales à l'échelle du continent et les études nationales à l'échelle des Etats actuels. Il manque la dimension sous-régionale qui permettra de prendre en considération la réintégration de l'espace africain dans toute politique de développement à long terme.¹⁴

Ce «redimensionnement» de la recherche au niveau sous-régional en Afrique doit être accompagné par une concentration des efforts de recherche tant en Afrique que dans les pays développés pour éviter la duplication des études à court terme. La recherche aussi bien que les centres de décision doivent être ramenés sur le continent pour permettre aux Africains de se libérer par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

En effet, il est frappant de constater le poids exorbitant de la délocalisation du savoir sur l'Afrique qui se développe désormais à partir de l'Amérique ou de l'Europe où des centaines de spécialistes produisent chaque jour de nouveaux mythes ou de nouveaux concepts que nous avons de la peine à consommer et à digérer.

Mais, le plus grave c'est que cette production intellectuelle abondante et contradictoire conditionne les priorités de recherche sans rapport avec les réalités africaines ni avec les besoins des populations africaines. En un mot, cette production intellectuelle hétéroclite étouffe dans l'oeuf toutes les

13 Voir la synthèse des débats de la conférence du CODESRIA (Diop 1991).

14 La seule initiative du CODESRIA dans le sens de la régionalisation de la recherche a été le Séminaire organisé à Ndjamena, avec le concours de l'UNESCO, en 1990, sur le thème «Quelle histoire pour l'intégration de l'Afrique». Le CODESRIA s'est aussi associé à l'organisation de la Conférence Internationale sur l'intégration de l'Afrique de l'Ouest par le CRDI et la CEDEAO en janvier 1993 à Dakar.

possibilités de libération par le développement d'un savoir endogène au profit de la grande majorité de la population.

L'impasse actuelle dans laquelle se débat désespérément l'Afrique montre que les politiques actuelles d'ajustement structurel sont mal conçues et sont peut-être incompatibles avec une réflexion sur le développement à long terme de l'Afrique.

Conçues au départ pour résorber le déficit de la balance des paiements des Etats, ces politiques d'ajustement structurel ont fini par créer de nouveaux déséquilibres qui exigent à chaque fois de nouvelles formes d'ajustement à visage humain, à court terme et maintenant à long terme. Malgré quelques succès partiels, il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que les politiques d'ajustement structurel ont globalement échoué ou tout au moins n'ont pas encore atteint leur objectif.

Les causes de cet échec sont multiples et sont dues à l'incapacité des Etats africains de s'ajuster de façon interne et en toute autonomie et à celle des bailleurs de fonds de définir une politique cohérente en dehors de toute rivalité nationale. Comment sortir de ce cycle infernal d'éternels recommencements?

Il faut dissocier tout d'abord le débat sur l'impact des politiques d'ajustement structurel du vrai débat sur le développement à long terme de l'Afrique qui exige une vision globale des problèmes à l'échelle nationale, régionale et continentale. Cela exige surtout une remise en cause des rapports de l'Afrique avec elle-même et de ses rapports avec le reste du monde.

Il faut ensuite être à l'écoute de l'initiative africaine et surtout libérer l'initiative africaine.

Il faut enfin accepter le caractère planétaire du devenir de notre humanité.

Mais, dans tous les cas, la responsabilité des Africains est désormais engagée pour assumer leur destin dans un monde sans pitié pour les pauvres et les faibles. A défaut, il faut laisser l'Afrique mourir de sa belle mort. Peut-être qu'elle pourra enfin renaître de ses cendres.

Références

- Barry, Boubacar, 1988, *La Sénégalie du XV^e au XIX^e siècle., Traite négrière, Islam et conquête coloniale*, Paris, l'Harmattan, 431p.
- Barry, Boubacar et Leonard Harding, 1992 (sous la direction de), *Commerce et commerçants en Afrique de l'Ouest, Le Sénégal*, Paris, l'Harmattan, 381p.
- Berg, Robert, J, et Jennifer Seymour Whitaker, 1990, *Défis au Sud*, Rapport de la Commission Sud, Paris, Economica, 324p, *Stratégies pour un Nouveau Développement en Afrique*, Paris, Economica, 556p.

- Cornia, Giovanni Andrea, Thandika M, Mkandawire et Rolf Von Hoeven, 1992, *L'Afrique vers la reprise économique. De la stagnation et l'ajustement au développement humain* (une étude de l'UNICEF), Economica, p.187.
- Diop, Momar Coumba, 1991, les «Enjeux politiques de l'ajustement structurel», *Bulletin du CODESRIA*, numéro 3, pp. 2-7.
- Ka Mana, 1993, *L'Afrique va-t-elle mourir? Essai d'éthique politique* Paris, Karthala, 218 p.
- Ki-Zerbo, J, 1992, (sous la direction de), *La Nette des Autres: Pour un développement endogène en Afrique*, Dakar, CODESRIA, 491p.
- Kodjo, Edem, 1985, *Et demain l'Afrique*, Paris, Stock.
- Koulibaly, Mamadou, 1992, *Le libéralisme: nouveau départ pour l'Afrique Noire*, Paris, l'Harmattan.
- Manguelle, D, E, 1992, *l'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel?* Ivory Sur Seine, Nouvelles du Sud.
- Mbembe, Achille, 1992, «Traditions de l'autoritarisme et problèmes de gouvernement en Afrique sub-saharienne», *Afrique et Développement*, Dakar, CODESRIA, Vol. XVII, No. 1, pp.37-64.
- Michailof, Serge, 1993, (sous la direction de) *La France et l'Afrique vade-mecum pour un nouveau voyage*, Paris, Karthala, 510 p.
- Mkandawire, Thandika, 1993, «Problèmes et perspectives des sciences sociales en Afrique», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Février, UNESCOVERES.
- Wade, A, 1989, *Un destin pour l'Afrique*, Paris, Karthala.

* Université Cheikh Anta Diop, Département d'Histoire, Faculté des Lettres & Sciences Humaines.